Bonne année, Monsieur le Président !

Par Abdelkrim DJAAD

Photo : DR

Vos thuriféraires n'ont eu ni l'élégance, ni la reconnaissance du ventre pour vous présenter leurs vœux, occupés qu'ils sont, à chercher un autre chaperon. En homme rompu aux arcanes des sérails politiques, vous avez dû probablement vous préparer à ces ingratitudes en usage sous nos méridiens. Cette faune invertébrée qui «prend le pli de l'absurde» dès qu'elle le «découvre» pour paraphraser Camus, s'écoule facilement pour qui veut bien l'acheter. Vous connaissez son prix puisque vous avez eu, souverainement, à le fixer. Ne soyez donc pas dépité par ces trahisons précoces, elles sont constitutives du brouet politique que vous avez si savamment concocté.

A l'orée d'une année placée sous le signe d'une dangereuse incertitude, les dithyrambes de vos déjà ex-obligés seront réservés à celui qui aura l'himalayesque tâche de vous succéder. Au cas où le prochain suzerain les recyclerait dans une configuration qu'il aurait dessinée.

Mais pour faciliter leur intégration, ils auront à vous accuser de tous les maux qui ont eu à émailler votre règne long comme des années sans pain. Madrés, traîtres à souhait, ils ne vont s'emberlificoter d'aucune considération pour défendre votre bilan ou protéger votre honneur. Leurs seules compétences consistent, précisément, à tirer sur des ambulances. Ils ont été biberonnés à la chose jusqu'à la poussée tant attendue de leurs premières canines.

Ils vous accuseront avec ce cynisme épais et cette lippe des mauvais jours d'avoir réduit ce pays à néant. Ils se défausseront, avec cet air empesé de celui qui sait, sur votre fragile personne de toutes les vilenies et turpitudes commises tout le long de vos trois interminables mandats. Ils gloseront de cette autoroute qui ne finit pas de vêler de scandales aussi monstrueux que les milliards de dollars de commissions qu'elle a générés. Pourquoi a-t-elle coûté autant ? Alors que de construction récente, on la rafistole, chaque jour que Dieu fait, comme s'il s'agissait de quelque venelle du pays profond ? Aux dernières nouvelles, on apprend qu'il y a même un tunnel qui s'est effondré. Comme quoi, un malheur ne vient jamais seul, Monsieur le Président.

«Les emmerdes volent en escadrille», disait un ancien Président français. Ils disserteront aussi de l'énigmatique ou de l'innommable Khalifa, joyeux drille qui a transféré quelque deux milliards de dollars avec une facilité enfantine et qui revient à point nommé nous rappeler ce que fut la désastreuse gestion des deniers publics en Algérie. Nombre de vos principaux ministres, entend-on déblatérer les mauvaises langues, ont été accusés d'être de la curée, sans incidence, naturellement, sur le cours tranquille et rémunérateur de leur carrière.

D'où, du reste, cet accueil quasi royal avec limousine et chauffeur en livrée de ce prisonnier qui n'est assurément pas, comme tous les autres. Ils susurrent déjà, avec une rare médisance, des liens indéfectibles que vous entretenez avec l'ami Chakib Khelil, l'homme qui a fait de Sonatrach un feuilleton aux épisodes fantasques et délurés que les lecteurs de journaux dévorent comme de la littérature de gare. Cette lecture enrichissante — enfin, si l'on ose écrire — a permis à nombre d'entre nous de faire contre mauvaise fortune, bon cœur.

Ces langues d'aspic dégoulinent de fiel dans les cénacles où, semble-t-il, la vérité passe pour se laver de tous les soupçons dont l'opinion publique les affuble. Même Chakib Khelil, auteur présumé d'extravagantes rapines, tente sans doute, à l'heure où ce modeste papier est mis sous presse, de se déculpabiliser auprès de ses amis américains en mettant tout ce charivari médiatique sur le compte de la légendaire aigreur des Algériens. «Comme nous sommes envieux»... déclamait avec perfidie un humoriste qui nous a quittés. La dernière allusion à votre incapacité à gérer est, selon vos sournois affidés, celle d'avoir laissé filer le mot assassin du président français. «Monsieur petites blagues» que les médias et les sphères politiques du monde entier roulent quotidiennement dans la farine, s'en est sorti en promettant de vous téléphoner. Nous subodorons que vous avez eu une longue conversation dont la teneur n'est, malheureusement, pas dévoilée. Nous n'avons pris connaissance que de cette réponse vigoureuse et appropriée de votre ministre des Affaires étrangères, traitant de «moins-value» les propos acides de M. Hollande. C'est cinglant. Ça lave l'affront. En somme, cette «moins value» a requinqué notre fierté désespérément en berne.

Les entendez-vous, Monsieur le Président, quand ils récitent à tue-tête, la litanie de tous les maux qui ont chahuté vos quinze années de pouvoir ? Ont-ils été quelque peu responsables, fût-ce de manière tangentielle ? Que non, bien évidemment ! Ils vous ont refilé le bébé avec l'eau du bain. A eux l'argent et les honneurs. A vous l'infamie et le désamour.

Nous ne ferons pas ici l'inventaire de tout ce dont ils vont vous accabler. Le chapelet d'un Qatari n'y suffirait pas. Mais néanmoins, il est de la politique comme de la famille. Ce sont toujours des mélanges sulfureux qui ne deviennent inoffensifs que quand ils explosent. Souvenez-vous de votre premier séjour au Val-de-Grâce, c'est par Cheb Mami, un membre proche de la famille et éphémère porte-parole, que nous avions appris que vous étiez malade quand bien même si l'artiste émérite a eu, avec ce sourire qui souligne sa grande intelligence, à atténuer le diagnostic médical.

Et c'est monsieur Ouyahia, votre chef de gouvernement que vous aviez congédié avec raffinement, qui nous a appris que vous étiez vraiment malade en vous souhaitant avec bonhommie «bonne santé». C'est tout dire, Monsieur le Président, de ces intentions malveillantes de ces «gens-là». La famille et la politique sont les deux faces d'une même pièce, voire d'une même farce.

A l'heure des bilans qu'on faufile au soir d'une vie, nous n'allons pas mettre sur le ban de l'histoire tous ces pleutres. «Faisons l'économie de notre mépris, au regard du grand nombre de nécessiteux», disait l'autre. Meilleurs vœux de santé, Monsieur le Président. Et, ils sont sincères.

A. D.

adjaad@hotmail.fr

LE MOT D'ORDRE SEMBLE FAIRE CONSENSUS AU FLN

Tout sauf Saâdani

Tout porte à croire que le secrétaire général du FLN aura réussi la prouesse de faire l'unanimité contre lui, à se fier, bien entendu, aux avis de ses détracteurs, de tous bords, qui se comptent même parmi ses partisans les plus zélés il n'y a pas longtemps.

Mohamed Kebci-Alger (Le Soir) - Selon ces derniers, les jours d'Ammar Saâdani à la tête du FLN sont plus que jamais comptés, eux qui brandissent tel un trophée, le nombre de paraphes des membres du Comité central qui dépasserait allègrement le seuil des deux tiers de sa composante nécessaire à la convocation d'une session extraordinaire de cette instance. L'aveu est de l'ex-ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels et sénateur pour le compte du tiers présidentiel, qui soutenait hier, que l'heure du départ de Saâdani a plus que jamais sonné, faisant part d'un appel aux membres du Comité central mais aussi aux militants et autres cadres du Front de boycotter le meeting auquel le secrétaire général a appelé pour samedi prochain à la Coupole du complexe olympique Mohamed Boudiaf, à Alger. Un test de vérité en vue duquel El Hadi Khaldi parle de concertations qui sont menées entre les divers camps au sein du Front qui contestent l'avènement de Saâdani à la tête du vieux Front. Dont, notamment nombre de partisans de Saâdani, à l'image du sénateur Madani Houd qui avouera ne pas comprendre les sorties médiatiques du secrétaire général, notamment «ses attaques contre certaines institutions de la République comme le DRS. «Il est allé très loin», dira-t-il. Et aussi bien pour Khaldi que Houd, l'urgence du moment est de reprendre le parti en débarrassant de sa tête Saâdani, ce qui ne saurait être qu'une question de jours, son sort, selon eux, étant «scellé».

«Ne reste que la démarche à suivre pour convoquer ladite session du Comité central, avec la vérification de tous les membres signataires de l'instance», dira l'ex-ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, pour qui Saâdani n'a d'autre obsession que la vice-présidence de la République, d'où son insistance pour la révision de la Constitution avant la présidentielle prochaine».

Pour appuyer son assertion, Khaldi soutiendra que le souci de Saâdani à travers son meeting de samedi prochain est de brandir ce mot d'ordre en sus de son appel, encore une fois, pour un quatrième mandat pour le président de la République. Deux «slogans» liés l'un à l'autre tant l'ambition de l'homme est suspendue à la volonté du président de la République de postuler ou pas pour une quatrième mandature de suite.

Cela dit, et si les divers camps de « nuisance» pour Saâdani s'entendent sur le départ de ce dernier, ils divergent totalement concernant la présidentielle prochaine avec l'option de rechange pour le renoncement d'Abdelaziz Bouteflika à se représenter.

Mais là, c'est toute une autre histoire, la vraie histoire qui constitue, en fait, la quintescence de la crise que vit le vieux Front que chacun tente de dissimuler, comme pour mieux se positionner pour l'après avril 2014 avec ou sans Bouteflika.

M. K.

LA TENSION MONTE AU FLN

La réplique de Belayat

Le Bureau politique du FLN s'est réuni, hier, sous la présidence de Amar Belayat pour répondre aux membres du Bureau politique que dirige Amar Saâdani. Le coordinateur du Bureau politique a été chargé de convoquer une session extraordinaire du Comité central.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - BP versus BP. L'instance que coordonne Abderrahmane Belayat s'est réunie, hier, pour répliquer à Amar Saâdani. «Coup d'Etat», «complot», «crise», «pressions contre les membres du Comité central»… les termes utilisés dans la rédaction du communiqué dénotent une volonté de refermer la parenthèse «Saâdani».

Le texte fait notamment référence «aux hommes d'affaires véreux et à leurs mentors» et les accuse d'avoir «violé les lois» en faisant main basse sur le Front de libération nationale. Même si aucun nom n'est cité, il semble que les accusations concernent le groupe de businessmen proches de l'ancien secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem, qui soutiennent aujourd'hui l'actuel patron du parti. «La violation des règles politiques par Saâdani et tous ceux qui agissent en dehors du Bureau politique a annihilé l'esprit militant et les principes novembristes du parti. La mascarade du 29 août 2013 qui s'est tenue à l'hôtel El-Aurassi est un coup porté à l'Etat et à ses institutions», lit-on dans ce communiqué.

Par ailleurs, le Bureau politique que coordonne Abderrahmane Belayat place le président du parti face à ses responsabilités. Abdelaziz Bouteflika est appelé à «instaurer la démocratie et à s'en remettre à l'urne comme étant le moyen civilisationnel approprié pour l'élection d'un secrétaire général». Des propos qui laissent supposer que le président de la République est impliqué dans le «complot» ayant conduit à la désignation de Saâdani à la tête du FLN. En fait, l'attaque des membres de «l'ex-BP» intervient 48 heures après celle du «nouveau-BP». Dimanche, les membres de cette instance avaient réitéré leur soutien au secrétaire général du parti et insisté sur la principale résolution adoptée le 16 novembre par le Comité central, à savoir le soutien à la candidature de Bouteflika à un quatrième mandat présidentiel. «Le Bureau politique salue les décisions prises par le Comité central, réuni le 16 novembre, notamment l'appel lancé au Président Abdelaziz Bouteflika pour se présenter à la présidentielle de 2014, et l'adoption de la nouvelle Constitution dans les meilleurs délais», lit-on dans le communiqué qui a sanctionné cette réunion. La veille, le groupe de Belayat faisait savoir qu'il rejetait l'ensemble des décisions prises par la direction du FLN depuis le 29 août. Y compris, bien sûr, le soutien à Bouteflika : «Nous estimons que la rencontre de l'Aurassi n'est qu'une étape du fait accompli qui avait conduit à la nomination illégale de Amar Saâdani à la tête du parti.» La balle reste dans le camp de Abderrahmane Belayat. Les membres de «son» Bureau politique l'ont chargé, hier, de «convoquer une session extraordinaire du Comité central en application de l'article 9 du règlement intérieur».

T. H.